



# Assemblée générale

Distr. générale  
22 septembre 2020

Anglais et français seulement

---

## Conseil des droits de l'homme

### Quarante cinquième session

14 septembre–2 octobre 2020

Point 4 de l'ordre du jour

Situations relatives aux droits de l'homme qui requièrent l'attention du Conseil

## **Exposé écrit\* présenté par Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples, organisation non gouvernementale inscrite sur la liste**

Le Secrétaire général a reçu l'exposé écrit suivant, qui est distribué conformément à la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

[13 août 2020]

---

\* Publié tel quel, dans la/les langue(s) de soumission seulement.



## Turquie: le soutien aux membres de Daech favorise les violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire

### Soutien de l'Etat turc à Daech

De 2014 à aujourd'hui, l'État turc a soutenu les groupes djihadistes opérant en République arabe syrienne (Syrie) de différentes manières : facilitation de leur entrée ou sortie du territoire syrien, fourniture d'armes, de soins médicaux. Ce soutien est redevenu explicite avec la preuve de l'assistance fournie par les services secrets turcs aux femmes de Daech pour les faire sortir des camps où elles sont placées sous la garde des Forces démocratiques syriennes (FDS).

En 2014, les partis d'opposition du parlement turc ont rapporté que la Turquie avait soigné des combattants des forces islamistes dans des hôpitaux publics et privés, y compris le major Abu Muhammad, qui a vait été soigné à Hatay après avoir été blessé à Idlib<sup>1</sup>.

En 2015, le journal turc Cumhuriyet<sup>2</sup> a publié des preuves selon lesquelles les services secrets turcs a vaient fourni des armes à des groupes islamistes en Syrie l'année précédente, cachés dans un camion transportant de l'aide humanitaire, qui est arrivé à la frontière escortée par l'armée turque.

Dans un entretien avec Anne Speckhard, publié en mars 2019, Abu Mansour al Ma ghrebi, un émir de Daech qui a admis être son « ambassadeur » en Turquie, a également confirmé que celle-ci a vait facilité l'entrée et la sortie en Syrie de combattants djihadistes, qui ont traversé son territoire sans aucun obstacle. En plus de cela, des accords commerciaux ont été conclus sur la base desquels Daech a vendu du pétrole syrien à la Turquie, ce qui était l'une des sources de financement qui a permis son avancement rapide<sup>3</sup>.

Le 17 juillet 2020, l'agence de presse d'État turc Anadolu Ajansi a rendu public le "sauvetage" de Natalia Barkal, une moldave, et de ses quatre enfants par le service de renseignement turc, MIT<sup>4</sup>. La femme, membre de Daech, était dans le camp d'Al-Hol depuis 2019, lorsqu'elle a été capturée par les FDS après la campagne de Baghouz, qui a mis fin au régime djihadiste dans le nord et l'est de la Syrie.

Quant aux activités de Barkal après sa capture, selon les déclarations des forces de sécurité du camp, elle se trouvait dans la zone de haute sécurité du camp car elle était l'une des prisonnières les plus recherchées et aurait fait partie et joué un rôle de premier plan dans la structure "Hisba", qui était responsable de la réorganisation de Daech et est créditée d'au moins 30 meurtres de membres de Daech au cours des 12 derniers mois dans le camp.

À noter qu'il n'y a pas eu de demande d'extradition du gouvernement de la République de Moldova, malgré le fait que, selon l'annonce de l'État turc, l'opération de « sauvetage » a eu lieu conjointement avec le gouvernement de la République de Moldova, qui a remercié en même temps le président Erdogan pour ses efforts.

Dans un communiqué, l'Administration autonome a déclaré que ce n'était pas la première fois que la Turquie éloignait des camps des personnes liées à l'organisation terroriste<sup>5</sup>.

Récemment, pendant l'occupation turque d'Afrin, Serê Kaniyê et Girê Spî, il a également été prouvé que l'État turc utilise des gangs djihadistes, regroupés sous l'égide de l'armée nationale syrienne, pour mener à bien son projet impérialiste dans le Nord et à l'est de la Syrie. Dans ces zones, les islamistes ne sont pas venus uniquement pour se battre, mais s'y

<sup>1</sup> <https://www.hurriyetdailynews.com/chp-lawmakers-accuse-turkish-government-of-protecting-isis-and-al-nusra-militants-67750>.

<sup>2</sup> [https://www.cumhuriyet.com.tr/video/video/291121/iste\\_MiT\\_TIR\\_larina\\_baskin\\_ani.html](https://www.cumhuriyet.com.tr/video/video/291121/iste_MiT_TIR_larina_baskin_ani.html).

<sup>3</sup> <https://www.hstoday.us/subject-matter-areas/counterterrorism/the-isis-ambassador-to-turkey/>.

<sup>4</sup> <https://www.aa.com.tr/en/turkey/turkey-rescues-5-moldovans-from-ypg-pkk-in-nsyria/1913604>.

<sup>5</sup> <https://www.facebook.com/smensyria/posts/1368963116626955>.

sont installés avec le soutien de l'Etat turc. Depuis que ces régions ont été occupées, des centaines de milliers de personnes ont été déplacées de force de leurs foyers. Des arrestations, des enlèvements et des meurtres ont lieu régulièrement, et il y a beaucoup de violence ciblant spécialement les femmes. En outre, le port du voile a été rendu obligatoire et la langue kurde a été interdite dans les écoles et les institutions, le turc étant devenu une matière obligatoire.

Par ailleurs, Abu-Bakr al-Baghdadi, chef de Daech depuis 2014, se trouvait dans le village de Barisha, dans la province d'Idlib, au moment de sa mort lors d'un raid des forces des États-Unis d'Amérique en octobre 2019. Il se trouvait dans une zone contrôlée par des groupes soutenus par la Turquie et à seulement 6 km de la frontière turque, ce qui rend improbable que la Turquie ne connaissait pas son emplacement auparavant ou que al-Baghdadi n'y était pas avec le consentement turc.

D'autre part, il a également été prouvé que l'État turc a jusqu'à présent engagé des milliers de mercenaires de Daech pour combattre en Libye, en soutien au gouvernement d'accord national (GNA). Selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme, le nombre de djihadistes envoyés s'élèverait à plusieurs milliers, dont certains étaient auparavant détenus dans des prisons situées dans des zones contrôlées par des groupes pro-turcs<sup>6</sup>.

### **Contrebande de femmes hors du camp d'Al-Hol**

Ces derniers mois, le soutien de l'État turc aux islamistes s'est également manifesté dans l'aide fournie aux femmes membres de Daech pour s'échapper des camps où elles se trouvent sous la garde des FDS. Ce soutien actif à l'évasion de membres de Daech, considérés comme dangereux, est illégal et contraire à tout accord international, il viole les procédures établies pour le rapatriement des membres de Daech de nationalité étrangère décidé par l'Administration autonome du nord et de l'est de la Syrie.

Pendant la guerre de novembre 2019, les avions turcs ont bombardé le camp d'Ayn Issa, permettant à 859 prisonniers étrangers de Daech de s'échapper. De plus, les attaques pendant l'invasion et l'occupation elle-même ont donné de la force aux membres de Daech dans les prisons de Hasekê. Depuis lors, des tentatives d'évasion et des émeutes se sont produites assez souvent, avec la menace que cela représente pour la société.

Dans ce cas, les forces de sécurité savent depuis un certain temps qu'un groupe des services de renseignement turcs fait passer des femmes de Daech hors des camps où elles résident et fait payer de l'argent à leurs familles.

D'autres femmes liées à Daech ont été arrêtées par les forces de sécurité intérieure du camp d'Al-Hol alors qu'elles tentaient de s'échapper. Les femmes ont déclaré que la contrebande était organisée par les services secrets turcs et qu'elles se cachaient dans des réservoirs d'eau appartenant à des organisations internationales d'aide humanitaire telles que le Norwegian Refugee Council (NRC) ou le Fonds des Nations Unies pour l'enfance<sup>7</sup>.

Elif Sancar, une citoyenne turque et membre de Daech, et, Fatma Ridvan, une femme tchétchène qui a tenté de s'échapper, ont déclaré qu'elles s'enfuyaient parce que «la Turquie les voulait». Le service secret turc MIT organise et finance la «libération» des djihadistes à travers la célèbre «Fondation pour l'aide humanitaire» (IHH)<sup>8</sup>.

### **Menaces et responsabilités**

La terreur et les conséquences de l'avancée rapide de Daech sont bien connues partout. Dans le nord et l'est de la Syrie, les gens se souviennent des milliers de vies qui ont été

<sup>6</sup> <https://www.syriahr.com/en/175607/>.

<sup>7</sup> [https://npasyria.com/en/blog.php?id\\_blog=3030&sub\\_blog=15&name\\_blog=UNICEF%20driver%20attempts%20to%20smuggle%20ISIS%20families%20from%20Syria%E2%80%99s%20Haw%20camp](https://npasyria.com/en/blog.php?id_blog=3030&sub_blog=15&name_blog=UNICEF%20driver%20attempts%20to%20smuggle%20ISIS%20families%20from%20Syria%E2%80%99s%20Haw%20camp).

<sup>8</sup> <https://anfenglishmobile.com/features/turkish-coalition-helps-isis-members-to-escape-45611>.

données dans la lutte contre elle, non seulement pour libérer les territoires occupés par le « califat » en Syrie, mais aussi pour mettre fin à la menace mondiale posée par le terrorisme fasciste islamiste, en particulier pour la liberté des femmes.

L'administration autonome et la Coalition internationale appellent depuis des mois au rapatriement des militants étrangers de Daech et de leurs familles, capturés lors des opérations conjointes des FDS et de la Coalition, et à la mise en place d'un tribunal international où ils pourront être jugés.

La complicité de l'Etat turc avec le terrorisme islamiste est une menace pour le monde entier et face à cela, les autres Etats et les organisations internationales ne peuvent plus rester silencieux. Les membres de la Coalition internationale, les Nations Unies et l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, doivent s'opposer aux pratiques de l'Etat turc et le tenir responsable des violations graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire commises par ses forces et par les groupes armés qu'il protège et soutient.

En ce qui concerne les membres étrangers de Daech qui se trouvent sur le territoire syrien sous la garde des FDS, les Nations Unies et les pays dont ils sont ressortissants doivent en prendre la responsabilité et entamer leur rapatriement afin qu'ils soient jugés par une cour internationale.

---